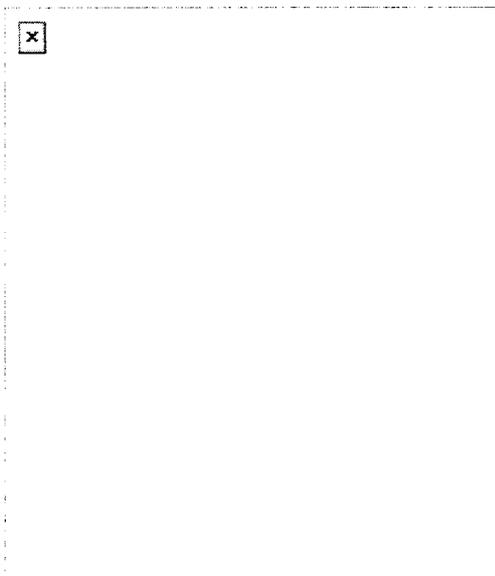


VAYRES. -- Les viticulteurs manifestent leur opposition et leurs craintes concernant le projet Valor'Izon 5 0 8 2007

Mobilisés contre l'usine de traitement des boues

Le Syndicat des Graves de Vayres, associé à l'action du collectif Interd'Izon, installait mardi ses premiers panneaux contre l'implantation de l'usine de traitement des boues de la Lyonnaise des Eaux, Valor'Izon, à Izon. Philippe Mounic, président du syndicat, affichait les craintes des viticulteurs : dans un rayon de 50 kilomètres autour d'Izon, ce sont trente-deux appellations qui sont concernées par les fumées rejetées par la future usine. Même si les preuves évidentes des retombées écologiques ne sont pas connues, celles de l'activité de l'usine de Gilly-sur-Isère, qui était sensiblement identique, sont évidentes : mort du bétail, terres incultivables pour une dizaine d'années... M. Mounic schématise en expliquant que ce type d'usines ferme en général au bout de vingt-cinq ans d'activité, c'est que la raison en est le problème écologique. Si un point zéro a été fait par la Lyonnaise des Eaux chez certains récoltants, ceux-ci tiennent à préciser que c'est par courtoisie envers la mairie d'Izon et de la société de distribution de l'eau qu'ils ont laissé faire ces analyses du sol et des végétaux, et qu'il n'a jamais été question d'un engagement en faveur du projet. Les viticulteurs préconisent, comme les autres associations du collectif, des procédés plus écologiques, par insertion de copeaux, ou bactériologiques par exemple, conscients du surcoût que cela entraînerait, mais aussi de la création d'emplois que cela engendrerait. Le syndicat a écrit aux ministères concernés, à l'INAO, au CIVB, à la Chambre d'agriculture, aux autres syndicats viticoles. Une réunion doit mettre ces parties en présence fin août pour aborder le sujet.



Cent panneaux orneront les bords de route
 PHOTO EUGENE LAMPION

[<< Retour](#) / [Imprimer](#) / [Envoyer par mail](#) / [Haut de page](#)

IZON. -- La commune du Libournais doit accueillir une unité de traitement des boues d'épuration par pyrolyse. Les riverains du collectif Inter d'Izon ont rencontré la direction de la Lyonnaise des eaux

Pas rassurés par la Lyonnaise

: Guillaume Birot 18 08 2004

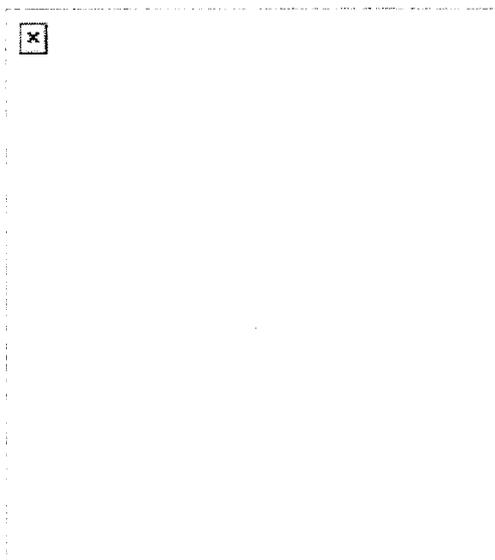
Ils espéraient beaucoup de cette réunion. Depuis l'annonce faite par la Lyonnaise des eaux, il y a dix-huit mois, de l'installation d'une usine de traitement des boues sur la commune d'Izon, les riverains attendaient avec impatience le moment où ils pourraient exposer leurs craintes et demander des explications.

Lundi matin, les membres du collectif Inter d'Izon, mobilisé contre la construction de cette usine par pyrolyse, ont rencontré Luc Dirickx, directeur régional de la Lyonnaise, et Sandie Rimbart, sa chargée de communication.

Les trois associations de riverains (Transparence, Agir ensemble, et Consommation, logement et cadre de vie) ont dressé un bilan mitigé de la réunion. D'un côté, ils sont satisfaits d'avoir été écoutés. De l'autre, ils n'ont pas réellement le sentiment d'avoir été compris. La discussion s'est

effectivement limitée à un petit jeu de questions sans réponse. Sandie Rimbart notant avec soin les différentes

interrogations formulées par le collectif. Pourquoi avoir choisi le système de pyrolyse ? Pourquoi la commune d'Izon alors qu'elle compte déjà de nombreuses usines polluantes ? La direction s'est accordé le droit de prendre plus de temps pour soigner son argumentaire.



Lundi matin, le collectif manifestait à l'entrée de la Lyonnaise des eaux, rue Paulin, à Bordeaux
PHOTO FABIEN COTTEREAU

Questions en suspens. Après plus d'une heure de discussion cordiale, les motifs d'agacement n'ont pas disparu. Jacques Blet, de l'association Agir ensemble, regrettait par exemple l'absence de Bernard Dubrous, chef du projet, qui n'a apparemment pas souhaité les recevoir. D'autant que Jacques Blet avait à coeur de lui faire remarquer une contradiction. « Lorsque le projet a été présenté, explique-t-il, Bernard Dubrous promettait que seules des boues conformes seraient traitées dans cette usine. Or, depuis quelque temps, il explique aux médias que l'usine aura également vocation à traiter les boues non conformes, plus polluantes. » Un inflexionnement qui alimente les méfiances. D'où le sentiment qu'on leur cache la réalité des choses, comme le nombre exact de camions qui circuleront chaque jour. Au final, les questions restent en suspens et les peurs n'ont évidemment pas disparu. L'augmentation du trafic routier, la perspective d'une explosion, les risques sur la santé... Pour se faire entendre, les riverains ont décidé d'organiser une semaine « coup de poing », ponctuée par plusieurs rassemblements de protestation. Ils doivent se rendre aujourd'hui à Bassens, afin d'y rencontrer le maire, Jean-Pierre Turon, également vice-président de la CUB, chargé des déchets. Cet après-midi, à 18 heures, une conférence sera organisée à Vayres, à la Maison des vins des Graves de Vayres, sur le traitement écologique des boues. Et une manifestation est annoncée samedi prochain à 10 heures, zone industrielle d'Izon, là où est projetée la construction de l'unité de traitement. La Lyonnaise des eaux aura fort à faire pour tenter de rassurer ce qui peuvent encore l'être.

TRAITEMENT DES BOUES. -- Pour convaincre élus et habitants des avantages de la pyrolyse pour traiter les boues, la Lyonnaise multiplie les déplacements sur un site modèle en Suisse

Plus d'infos

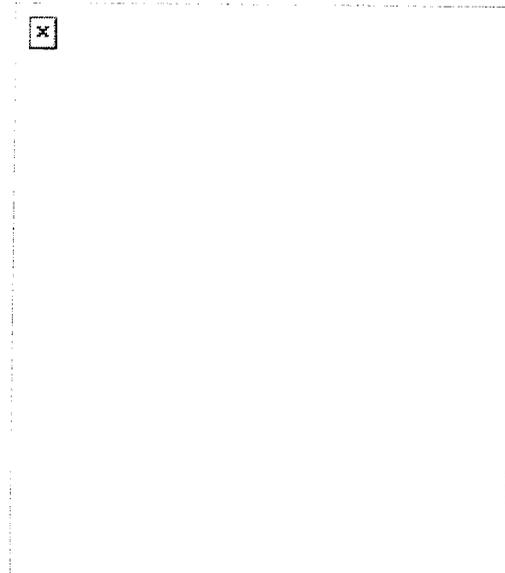


D'Izon au lac Léman

: Jean-Paul Vigneaud 2 11 2009

Déjà trois voyages au coeur de la Suisse, un autre prévu ce 3 novembre et, si la demande s'en fait sentir, un cinquième plus tard : la Lyonnaise des eaux ne lésine pas sur les moyens pour défendre Valorizon, son projet d'unité de traitement des boues d'épuration à Izon, dans le Libournais. Pas moins de cinquante personnes auront ainsi découvert l'installation modèle que la Lyonnaise souhaite reproduire en Gironde.

L'installation montrée en exemple est l'unité de traitement des boues par pyrolyse du centre de production de Monthey, à une centaine de kilomètres de Genève. Le plus gros complexe du genre en Suisse avec quatre sociétés (Ciba, Cimo, Huntsman, Syngenta) leaders mondiaux dans leurs spécialités et employant 2 400 personnes.



La pyrolyse du site de Monthey fonctionne depuis 1990 sur les bords du lac Léman, sans émanation aucune

Une réglementation respectée. Le paysage est loin de ressembler à celui d'Izon. L'usine semble plantée au milieu d'une carte postale avec du vert partout

et des montagnes en toile de fond. « Si nous avons pris cette installation comme modèle, c'est bien parce que les Suisses sont les champions de la défense de l'environnement », précise Gilles Gelas, porteur du projet Valorizon. « Avec le décor naturel qu'ils ont, ils respectent à la lettre la réglementation en vigueur et vont même au-delà.

« Pour nous, la protection de l'environnement est plus qu'une obligation, c'est un devoir », confirme Emmanuel Gex-Collet, responsable de la com à la Cimo, amusé de voir défiler autant de Girondins. Surpris aussi d'apprendre qu'il y a une opposition farouche du côté d'Izon. « Etonnant car cette technique n'a rien d'inquiétant. Nous l'utilisons depuis vingt ans ! »

PHOTO DR

Pas ou peu d'odeur. Le complexe est effectivement passé en 1990 de l'incinération classique à la pyrolyse. Peu de différence à l'extérieur, mais c'est à l'intérieur que la technique diffère. Les boues entrent par le haut du four cylindrique et descendent les trois paliers de l'installation en subissant des températures différentes à chaque niveau. Selon les techniciens, les boues ne sont pas réellement brûlées mais, sous l'effet de la chaleur, totalement séchées et réduites en cendres (ou mâchefer).

De tout cela, se dégage peu d'odeur (aucune même au-delà du local) et très peu de fumée. Moins qu'à hauteur de l'incinérateur de Cenon, par exemple.

Des traces de dioxine ? « Aucune. Les analyses sont telles que nous n'avons pas eu à prévoir d'installations spécifiques pour y faire face », répond Olivier Simon, technicien de la Cimo. Quicroire ? Que penser ? Il faudrait être expert pour apporter un jugement sérieux. Le doute déplaît fortement à Emmanuel Gex-Collet : « S'il y avait la moindre pollution, les gens de la commune (15 000 habitants) réagiraient. Or, nous n'avons aucun retour. Désireux de savoir ce que les habitants pensaient véritablement de nos installations, nous avons, un jour, provoqué une réunion. 200

personnes seulement sont venues. Juste pour visiter car aucune n'avait de remarque à nous faire. »

<< Retour / Imprimer / Envoyer par mail / Haut de page

En savoir plus 2 11 2004

Les opposants manifesteront samedi

« Non à l'incinérateur, à Izon comme ailleurs. » A Izon, la banderole affiche la couleur. Et les habitants ne sont pas seuls à manifester leur désaccord. De nombreux opposants sont rassemblés dans Interd'Izon, collectif intercommunal composé des associations Transparence (Izon), CLCV (Libourne) et Agir ensemble (Saint-Sulpice-et-Cameyrac), du syndicat viticole des Graves de Vayres et du Syndicat de défense de la qualité de la vie (Arveyres) et soutenu par Déchets girondins et Aquitaine alternatives. A l'origine des premières passes d'armes, et fondatrice de Transparence il y a deux ans, Anny-Chantal Nigron n'en démord pas : « Attention danger ! La pyrolyse génère des gaz explosifs », affirme-t-elle. « C'est donc une petite bombe que l'on va mettre à nos pieds. Sur un terrain certes immense mais très étroit, entre un gazoduc et la ligne TGV Bordeaux-Paris. Vous voyez ce que je veux dire. » Tout cela, Anny-Chantal Nigron le rappellera le 6 novembre à 11 heures devant la mairie de Bordeaux où le collectif manifesterait ainsi que lors de la rencontre prévue avec Jean-Pierre Turon, vice-président de la CUB. Chose rare dans une telle situation, le projet a aussi son association favorable : IEI, Initiative pour l'environnement à Izon. Présidée par Guy Mercier, elle s'efforce de faire contrepoids en répondant point par point aux opposants, rejoignant ainsi les idées développées par la Lyonnaise des eaux et la municipalité conduite par Thierry Masson.

Un collectif actif
PHOTO STEPHANE KLEIN

Les élus veillent au grain

? M 2004

Vice-président chargé de l'eau et de l'environnement à la CUB, devenu, par la force des choses, expert en installations à risques, type Seveso, Jean-Pierre Turon, maire de Bassens, suit attentivement l'évolution du dossier. Il s'est déplacé deux fois en Suisse pour chercher des réponses aux questions que lui et d'autres se posent. Incinérateur ou pas incinérateur ? Rejets de fumées dangereuses ou pas ? « Les choses me paraissent aujourd'hui un peu plus claires, dit-il. Pour la pyrolyse, je crois avoir compris qu'il n'y a pas de flammes mais seulement une forte chaleur. Exactement comme dans un four de cuisine qu'on nettoie. Pour les rejets dans l'air, les risques paraissent limités parce qu'il y a moins de fumée et des équipements prévus pour la retenir et la filtrer. »

Des analyses rassurantes.

Jean-Pierre Turon ne signe pas pour autant un chèque en blanc à la Lyonnaise : « Nous allons poursuivre notre réflexion. Je vais de nouveau rencontrer, à la mi-novembre, les associations qui contestent le projet. »

Le maire fournira, à cette occasion, le résultat d'analyses des sols effectuées ces derniers mois, y compris à Bassens, où sont installées des unités à risques depuis quinze ans. Résultats qui seraient rassurants...

Le rapprochement entre Izon et Bassens n'est pas fortuit : « Les opposants au projet d'Izon disent que la CUB se débarrasse de ses poubelles, proteste Jean-Pierre Turon. C'est injuste car les incinérateurs de Bègles et de Bassens accueillent des déchets de tout le département et même d'ailleurs. Là, personne ne trouve rien à redire. »

Vendredi 4 mars 2005 | Saint Casimir | actualisé à 07h20

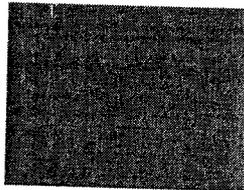
..

II REGION

RAGE / L'alerte est levée

Découvrir Sud Ouest / Contactez nous / Aide à la navigation

SUDOUEST.COM



SUD OUEST

SUD OUEST

L'info
International
France
Sport
Economie
Multimedia

**Béarn -.Charente -.Charente Maritime -.Dordogne
Gers -.Gironde -.Landes -.Lot et Garonne -.Pays Basque**

Accueil|Gironde|Libournais|article |

Pratique
Calculez votre
impôt

Commandez de véritables de votre village
au début du 20^{ème} siècle
5 000 photos du Sud-Ouest - livraison 1h ou par la poste PHOTOSERVICE

Pyrénées
Actualité
Les stations

II IZON

--Le parti écologiste a apporté sa contribution à l'enquête publique sur le projet d'incinérateur de boues

Rugby
Top 16
> Résultats
Pro D 2
> Résultats

Les Verts s'opposent

Yannick Delneste

Girondins
Actualités
Agenda
Résultats

A Izon, on observe deux foyers d'activité particulièrement intense. On refait d'abord le revêtement de l'artère principale du bourg, ce qui occasionne une circulation alternée qui fait causer. En mairie, ça cause aussi. Ou plutôt, ça écrit. On a ouvert hier matin le sixième registre de doléances et observations dans le cadre de l'enquête publique sur le projet de la Lyonnaise des eaux, l'incinérateur de boues.



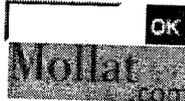
La délégation des Verts a apporté hier sa contribution à l'enquête publique ouverte jusqu'à samedi midi

PHOTO STEPHANE KLEIN

Hier, le vice-président de la CUB, Gérard Chausset, est venu au nom des Verts de Gironde, épaissir la documentation que vont devoir potasser à partir de samedi midi (date de la fermeture des registres), les quatre commissaires-enquêteurs. Et le parti écologiste considère le projet comme inutile. Dans un document de onze pages, nanti d'annexes, l'adjoint au maire de Mérignac explique son opposition. Pour les Verts, les équipements existants ont une capacité qui permet, alliée à une valorisation notamment agronomique des boues, d'absorber l'augmentation prévue des boues d'épuration provenant de la CUB. « On constate qu'aucune étude d'optimisation des équipements actuels n'a été faite, que ce soit sur les incinérateurs ou sur les équipements des stations d'épuration de la CUB ou sur les possibilités de valoriser en agriculture », note M. Chausset.

« Intox ». L'élu vert stigmatise aussi la démarche commerciale de la Lyonnaise, désireuse de capter en amont le marché des boues. « Si Valorizon se fait, quel autre opérateur, même public, s'aventurera à investir ? », demande M. Chausset. Et de dénoncer « l'intoxication » de l'entreprise, notamment au sujet de la DDASS qui n'autoriserait plus la valorisation agricole des boues. « La Lyonnaise utilise cette contre-vérité (il ne s'agit que des boues de la station Louis-Fargue) comme argument ! », s'exclame l'élus. « Lorsqu'une société utilise de telles pratiques (...), on est en droit de s'interroger sur la réalité des informations fournies par cette société sur ce dossier. »

Rechercher un livre



Couleurs Sud Ouest
Vendée Globe
Toros
Surf
Vin
Agriculture
> Marchés

Opinions
Editos
Forums
Livres

Abonnez-vous!
Demande de renseignements

Photos
- Pays Basque
- Gironde
Vues d'hier

II IZON

Réunion des Verts sur la gestion des déchets

Rien ne se perd, tout se transforme

Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'appel des Verts. Joël Rousset, adjoint au maire de Libourne, présente les intervenants et le sujet principal de la soirée : l'incinérateur d'Izon. Pour Gérard Chausset, vice-président de la CUB, ce dossier est emblématique pour les Verts, qui sont contre les incinérateurs et pour une politique de réduction des déchets. « Le projet izonnais est commercial, prévu pour 55 000 tonnes, dont un tiers destiné à la CUB, pour le reste d'où viendront les boues ? » Pour Jean-Pierre Dufour, président des Verts de Gironde « il faut bloquer le système, mettre une pression permanente, c'est la seule façon de bousculer les technocrates. » Les



Jean-Pierre Dufour, Joël Rousset, et Gérard Chausset PHOTO JEAN-PIERRE NOWAK

questions sont nombreuses : que devons-nous faire ? On a l'impression que tout le monde s'en fout, on est suspendu à la décision du préfet. Gérard Chausset signale que la CUB a demandé une étu-

de : « Votre rôle n'est pas terminé, il faut mettre la pression sur les politiques. » Joël Rousset tente d'aborder un autre sujet, mais les présents reviennent sur les boues et les mâchefers.

SUD OUEST

SAMEDI 11 JUIN 2005



e partisan du oui, Alain Rousset, à celui du non, Philippe Noél Mamère. Depuis l'an passé, c'est bien connu :

se entendre que c'est une nouvelle chance à saisir pour le chef des chefs bordelais. Tout en s'interrogeant. En a-t-il vraiment envie ? Si tu ne viens pas à la Bourse, la Bourse... A voir.

La CUB sort Izon de ses boues

■ Le groupe des élus verts de la CUB vient de l'annoncer : la Communauté urbaine de Bordeaux s'apprêterait à renoncer au traitement des boues de ses stations d'épuration dans l'usine que projetait de construire à Izon la Lyonnaise des eaux, dans une véritable cacophonie d'oppositions diverses, rassemblant depuis trois ans riverains, grand élus, vigneron... Dans une conférence de presse qu'ils organisent lundi à leur local de la rue du Chai-des-Farines (11 h 30), les Verts de la CUB préciseront leur position.

STATIONS D'ÉPURATION. La CUB va traiter elle-même ses boues plutôt que de les expédier à Izon

La CUB garde ses boues

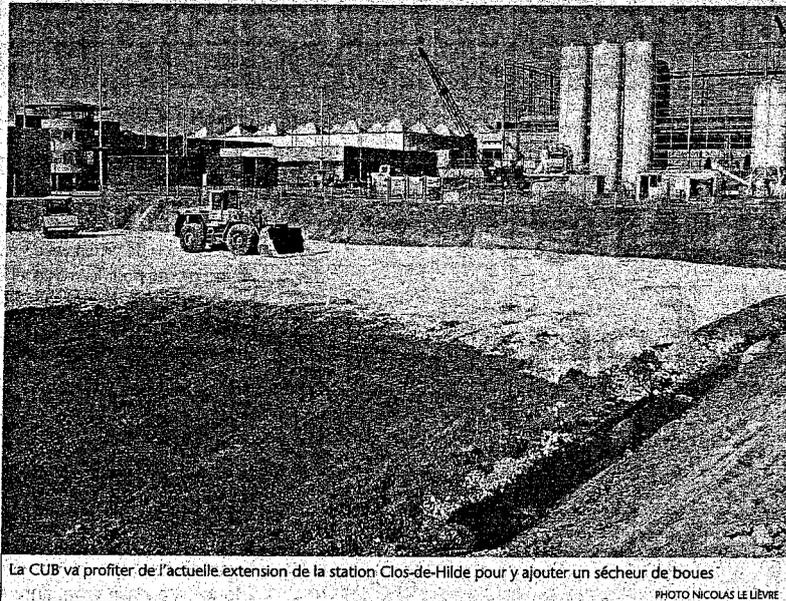
Benoît Lasserre

La Communauté urbaine de Bordeaux vient de porter un coup — peut-être fatal — au projet Valor Izon imaginé par la Lyonnaise des eaux à Izon qui consiste à éliminer par pyrolyse les boues de stations d'épuration et les boues industrielles. La CUB devait en effet figurer parmi les principaux clients de ce projet avec un apport d'au moins 35 % du tonnage annuel.

Jeudi dernier, lors du bureau de la CUB qui réunit le président et les vice-présidents, Alain Rousset a annoncé son intention de remettre à plat le projet. C'est sa méthode, confie un de ses collaborateurs. Comme pour le passage du tramway sur les écluses aux bassins à flot. Avant de décider, on veut avoir en main tous les éléments, de préférence fournis par des experts indépendants.

Haut de gamme. Le 27 mai dernier, Alain Rousset avait donc commandé à l'Apesa (Association pour l'environnement et la sécurité en Aquitaine) une étude d'expertise du schéma directeur de traitement des boues proposé par la Lyonnaise, incluant le projet Valor Izon. Rendue le 7 juin, cette étude conclut à la faisabilité d'une solution interne au territoire communautaire. Hier après-midi, Jean-Pierre Turon, président de la commission eau et assainissement à la CUB, a lui aussi expliqué cette décision par « la méthode Rousset ».

« La CUB n'est pas restée insen-



La CUB va profiter de l'actuelle extension de la station Clos-de-Hilde pour y ajouter un sécheur de boues

PHOTO NICOLAS LE LIBRE

sible au fait que le projet Valor Izon était fortement contesté par des riverains, des associations et des élus locaux », précise Jean-Pierre Turon. Même le ministre de l'Agriculture, Dominique Buisseret, avait fait part de son hostilité au projet. S'il ne nie pas que les dirigeants de la Lyonnaise ont tenté d'infléchir la décision de la CUB, Jean-Pierre Turon assure qu'Alain Rousset et lui savent rester imperméables aux pressions, d'où qu'elles viennent.

Concrètement donc, la CUB va profiter de l'extension de la sta-

tion d'épuration Clos-de-Hilde à Bègles pour y construire un sécheur de boues comme il en existe déjà un à la station Louis-Fargue. « Ce sécheur devra être haut de gamme, vu la haute qualité industrielle et environnementale de Clos-de-Hilde. »

Le coût et le cahier des charges de cet équipement sont en cours d'étude par les services techniques de la CUB. Le dossier bouclé devrait être présenté aux élus communautaires lors de la séance de juillet. « Le coût devrait être un peu supérieur ou équivalent à

ce que proposait la Lyonnaise à Izon, sachant néanmoins qu'il y aura moins de coût de transport puisque les boues séchées à Clos-de-Hilde devraient être incinérées à Astria, juste à côté », souligne Jean-Pierre Turon qui ajoute qu'il fallait faire vite tant que le chantier d'extension de Clos-de-Hilde n'en est qu'à ses débuts et qu'il est encore temps de modifier le projet.

Interd'Izon reste sur ses gardes. La solution interne à la CUB s'appuierait sur la répartition

suivante : 3 100 tonnes incinérées à Cenon, 4 000 tonnes à l'usine Astria ainsi que 3 700 tonnes préalablement séchées à Clos-de-Hilde, 1 500 tonnes séchées à Louis-Fargue et valorisées en cimenteries, 2 700 tonnes transformées en compost. Le supplément à incinérer à Astria serait donc de 3 700 tonnes ce qui ne devrait pas poser de problèmes. En 2004, l'usine Astria a incinéré 128 000 tonnes de déchets provenant de la CUB alors que sa capacité totale est de 240 000 tonnes.

Hier matin, des représentants du Collectif Interd'Izon se sont réjouis de la décision de la CUB tout en assurant rester sur leurs gardes car rien n'indique que la Lyonnaise, malgré ce coup dur, va renoncer à son projet.

Du côté de la Lyonnaise, un dirigeant admet en privé que la décision de la CUB « devrait remettre en cause le projet d'Izon », on indique d'ailleurs n'avoir reçu aucune information officielle émanant d'Alain Rousset. « Son courrier vient de partir », précise sa directrice de cabinet.

De son côté, Gérard Chausset, vice-président Vert de la CUB, après avoir dénoncé « l'autisme de la Lyonnaise », a applaudi hier matin « un fait majeur qui symbolise une prise de conscience nouvelle sur les problématiques environnementales » et démontre, selon lui, « l'utilité des élus écologistes dans les exécutifs ». Un message interne aux Verts qui s'étaient opposés à l'entrée du parti au bureau de la CUB.



Grand Bordeaux

L'incinérateur mis à la poubelle

Mardi 14 juin 2005

Cauchemar des habitants d'Izon, le projet d'incinérateur de la Lyonnaise des eaux vient d'encaisser une torpille. Une étude commandée par la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) a privilégié le traitement des boues de l'agglomération sur son propre territoire, en équipant les stations d'épuration existantes. Réalisée par l'Association pour l'environnement et la sécurité en Aquitaine (Apea), l'étude préconise la construction d'un sécheur à boues sur le site de la station Clos de Hilde, à Bègles. Ce four offrirait différentes possibilités de valorisation : agriculture, compost, cimenterie ou incinération. Vraisemblablement lié à l'arrivée d'Alain Rousset (PS) à la présidence de la CUB, ce repositionnement enchante les Verts : « Pour une fois, le choix est issu d'une décision politique et non de justice », s'est félicité Gérard Chausset (Verts), même si le dernier mot reviendra au préfet.

- [envoyer l'article](#)
- [imprimer l'article](#)
- [articles les plus envoyés](#)
- [articles les plus imprimés](#)

L'incinérateur envisagé par la Lyonnaise à Izon semble néanmoins compromis. « Autant éviter la polémique, a concédé Jean-Pierre Turon, vice-président chargé de l'eau et de l'assainissement. La CUB a souhaité reprendre la main sur ce dossier », a-t-il ajouté. Le projet devrait être présenté dans le détail le 8 juillet, en conseil de communauté. Marion Guillot

méfiance En attendant la décision du préfet, le collectif Interd'Izon reste méfiant. « La Lyonnaise a perdu son client, mais le projet n'a pas encore été retiré. »



© 2004 - 20 Minutes France SAS - Tous droits réservés.

K